L'amour EST l'amour

Lettre ouverte de Warning à M. Willy Rozenbaum, Président du Conseil National du Sida

- VIH/Sida - PVVIH -

5 février 2009 Communiqué de presse de Warning, association de sérofiers pour la prévention et la santé communautaire

Les personnes porteuses du virus du sida, sous traitement efficace, sont-elles encore contaminantes ? Dans cette situation, les préservatifs sont-ils encore nécessaires ? Qu'en est-il du risque de transmettre le VIH quand la charge virale est indétectable ? L'amour est-il destiné à rester sous les verrous ?

Ces questions sont essentielles dans le débat actuel sur la pénalisation de la transmission du VIH.

Un an après la déclaration fracassante des autorités sanitaires suisses reconnaissant le fait que les personnes séropositives sous traitement efficace ne transmettent plus le VIH, et malgré son engagement à prendre position, le Conseil National du sida, en France, ne s'est toujours pas exprimé. L'Etat a-t'il peur de la vérité ?

Devant la montée de la discrimination envers les séropositifs, le nombre croissant de procès, Warning, association de santé gay et de prévention du VIH, publie la lettre suivante adressée à M. Rozenbaum, Président du Conseil National du sida, pour qu'il expose clairement les données scientifiques quantifiant le risque de transmission du VIH par une personne sous traitement anti-VIH.

Lettre ouverte à M. Willy Rozenbaum, Président du Conseil National du Sida

Cher Monsieur,

Il y un an, la Commission fédérale suisse des problèmes liés au sida publiait une déclaration en affirmant que « les personnes séropositives ne souffrant d'aucune autre MST et suivant un traitement antirétroviral efficace ne transmettent pas le VIH par voie sexuelle »* . Dans un communiqué du 30 janvier 2008, le Conseil National du sida (CNS) réagissait vivement et jugeait « prématuré à ce jour d'établir sur les données existantes des recommandations individuelles, qui doivent continuer à promouvoir les méthodes de prévention éprouvées, notamment l'usage du préservatif ». Le Conseil ajoutait sa volonté de « réunir une commission de travail qui s'attachera à partir des données existantes à en dégager les implications éthiques, politiques et sociales ». Depuis, le professeur Bernard Hirschel, responsable de l'Unité VIH/sida des Hôpitaux universitaires de Genève, l'un des initiateurs du rapport suisse, a été auditionné en avril 2008 par le CNS qui a ensuite organisé, trois mois plus tard, une journée de travail sur le thème du « risque de transmission chez les personnes bénéficiant d'une multithérapie efficace ». Aucune de ces deux journées n'a donné lieu à publication des débats et depuis, six mois déjà, aucun résultat de la commission du CNS n'a été rendu public. Cette situation est particulièrement regrettable car de nombreux séropositifs attendent avec impatience les résultats de ces travaux.

Lors du sommet européen Diagnostic VIH 2008 organisé par le cabinet de Madame la ministre Roselyne Bachelot et dont le programme avait été coordonné par vos soins, le professeur Bernard Hirschel, invité à la tribune, a réaffirmé la position suisse sur l'impact du traitement sur la transmission du virus du VIH et les recommandations officielles dans son pays. Il est apparu comme acquis à l'issu de ce sommet que la position du professeur Hirschel devait être prise en considération pour la nouvelle politique de santé publique de prévention via l'incitation au dépistage.

Lors du même sommet, vous proposiez une argumentation visant à dépasser les polémiques autour des recommandations suisses : « Ce qui est important, c'est de mettre en place les outils qui permettront d'avancer à la

fois pour un bénéfice individuel et collectif, manifestement là-dessus, il n'y a pas de discussion ... l'accès au traitement ... et ça commence bien entendu par le dépistage ». Certes, ainsi il y aurait un bénéfice individuel. Mais vous évacuez un peu rapidement un aspect essentiel de la question : qu'en est-il du bénéfice pour les personnes déjà contaminées ? Est-ce-que les personnes déjà séropositives vivant en couple sérodifférents ont toujours besoin d'utiliser le préservatif si leur traitement antirétroviral est efficace ? Vous avez déclaré sur le site Survivreausida.net que « le débat existe depuis quelques années au sein de la communauté scientifique. La première étude réalisée sur le sujet date de 2000 ». Ce débat existe aussi depuis plusieurs années chez les personnes séropositives, ce qui les place dans une situation intenable et inégalitaire. En effet, selon le médecin qu'elles fréquentent, elles auront chacune une réponse différente en l'absence de position publique officielle. Doit-on laisser ces personnes dans une situation paradoxale, où elles peuvent débattre, par exemple sur les forums Internet, de l'avis suisse tout en s'étonnant du silence des autorités française, dont celui du CNS ?

Plusieurs couples sérodifférents ont témoigné dans les forums du fait de ne plus utiliser de préservatif depuis plusieurs années sans conséquence néfaste alors que d'autres personnes séropositives évoquaient leur peur panique de contaminer leur partenaire alors même que pour elles aussi la virémie est indétectable. Les avis divergent, à la grande confusion de personnes en situation identique. Des couples de même sexe se questionnent aussi sur la validité pour eux des recommandations. D'autres veulent en savoir plus sur le niveau de risque : est-il négligeable ou élevé ? La Commission suisse a fait état d'un risque théorique de transmission estimé à 1/100 000, et comme l'indiquait l'un des auteurs du rapport suisse, Pietro Vernazza, ce risque « ainsi calculé figure parmi les risques normaux de la vie tels que, par exemple, un déplacement en avion »** . Tous ces éléments font débat et mettent les séropositifs et leurs partenaires dans l'incertitude voire l'angoisse. Des 120 000 séropositifs en France, on peut, sans l'ombre d'un doute, estimer qu'une large partie est en attente d'informations fiables, en particulier sur une estimation quantifiée du risque dans ce cadre. Vous savez aussi à quel point l'annonce suisse représente un espoir pour les couples hétérosexuels sérodifférents qui désirent avoir un enfant et qui n'y parviennent pas dans le cadre des dispositifs existants.

Vous savez qu'il est vital aussi bien pour la santé individuelle qu'en terme de santé publique de tout mettre en oeuvre pour favoriser la qualité de vie et l'intégration des personnes atteintes par le VIH. Comme le déclare le Manifeste de Mexico ***, signé par plusieurs associations européennes de lutte contre le sida**** , « seule une société éduquée et tolérante, dans laquelle les personnes atteintes par le VIH/sida a sont intégrées, peut faire face, avec succès, au défi que nous pose le VIH et le sida ». Encore faut-il que cette société, en la personne de ses représentants officiels, fasse l'effort d'une information complète, non biaisée, et considère les séropositifs et leurs partenaires comme des personnes matures, capables de comprendre en bonne intelligence des informations les concernant. Défi oui, quand il est aussi question du climat grandissant de rejet des personnes séropositives et des procès en cours, alimentés par une représentation dépassée du VIH/sida qui circule dans l'opinion publique et participe du sentiment de honte et de stigmatisation qu'éprouvent certains séropositifs. Lors des procès de Strasbourg puis Colmar, la difficulté à dire sa séropositivité est apparue comme une donnée essentielle dans la question de la transmission du VIH. Vous n'êtes pas non plus sans ignorer que les législations dans plusieurs pays membres de l'Union européenne sont discriminatoires vis-à-vis des personnes séropositives sans parler de la situation dans plusieurs pays d'Afrique francophone. Le CNS ne peut donc s'abstraire dans sa réflexion et ses prises de position de ce contexte. Il est légitime de penser que l'exposé des débats autour des recommandations suisses ne peut que faire reculer les attitudes discriminatoires à l'encontre des personnes séropositives, encourager les personnes séropositives à sortir d'une vision dépréciative de leur vie et remettre en discussion dans la société française les tendances visant à une pénalisation de la transmission du VIH.

Voici donc les raisons pour lesquelles il nous semble essentiel que le Conseil National du sida expose clairement tous les enjeux du débat ainsi que la nature des polémiques actuelles, ce qui constituera en partie l'avis qui est attendu.

Soyez assuré, Monsieur le Président, de la détermination de l'association Warning à combattre la stigmatisation des

personnes séropositives.

Georges Sidéris Président de Warning

* http://www.thewarning.info/IMG/pdf/recommandations-suisse-prevention.pdf ** http://www.thewarning.info/IMG/pdf/Vernazza-prevention.pdf *** En allemand et en anglais à cette adresse : http://www.lhive.ch/73901/index.html . Une traduction a été proposée sur Seronet : http://www.seronet.info/billet_forum/manifeste-de-mexico-fr-9751 **** http://www.lhive.ch/73901/73001.html